

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26<sup>ème</sup> année - N°5024 - Vendredi 19 Décembre 2025 - Prix : 200 Fc

PÉDIATRIE DE HOMBO :

## Une prise en charge éprouvante en pleine épidémie de bronchiolite



*En pleine période d'épidémie de bronchiolite, le service de pédiatrie du Centre Hospitalier Régional Insulaire (CHRI) de Hombu traverse l'une des phases les plus difficiles de son fonctionnement. Cette pathologie respiratoire, qui touche principalement les nourrissons et les*

*jeunes enfants, connaît une recrudescence inquiétante ces dernières semaines avec un afflux massif de patients, largement supérieur à la capacité d'accueil du service, déjà fragilisé par des infrastructures limitées.*

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**28 Djamadou -Thani 1447**

**Prières aux heures officielles**

**Du 11 au 15 Décembre 2025**

**Lever du soleil:**

**05h 38mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 27mn**

Fadjr : 04h 25mn

Dhouhr : 12h 06mn

Ansr : 15h 42mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 44mn



SOCIÉTÉ :

# Les sinistrés de Mohéli bénéficient de logements réhabilités

À Mohéli, le gouvernement a procédé à la remise officielle des clés de logements reconstruits pour des ménages sinistrés par le cyclone Kenneth. Au-delà des infrastructures livrées, cette cérémonie a porté un message fort : celui d'un État engagé dans la résilience climatique, la protection des populations vulnérables et la construction d'un avenir plus sûr à l'horizon 2030.



La cérémonie de remise des clés des logements reconstruits à Mohéli s'est tenue au Bonovo (siège du gouvernement) en présence des autorités locales et des partenaires techniques. Représentant le ministre de l'Aménagement du territoire, Chekidine Said Madi, le secrétaire général du ministère a souligné la portée symbolique et humaine de cet événement, organisé au nom du gouvernement de l'Union des Comores. « Nous ne sommes pas ici pour célébrer uniquement des infrastructures, mais un acte de résilience, d'espoir et de dignité retrouvée », a-t-il déclaré. Le passage dévastateur du cyclone Kenneth a profondément marqué le pays, met-

tant en lumière la vulnérabilité des populations face à des aléas climatiques de plus en plus intenses, notamment dans le secteur de l'habitat.

C'est dans ce contexte que le gouvernement, avec l'appui constant de la Banque mondiale, a lancé

le Programme de reconstruction de 184 logements résistants, parasismiques et para cycloniques, destinés aux ménages sinistrés et à faible revenu. À Mohéli, 11 familles bénéficient aujourd'hui de ce programme, pour un montant de 296 millions 195 mille 242 francs

comoriens. Au-delà des logements, plusieurs infrastructures ont également été réhabilitées ou construites à savoir écoles, pistes rurales, réservoirs d'eau, hangar pour la Direction de la sécurité civile, ainsi que des travaux de protection côtière à Djoiezi. Ces investissements,

toujours en cours, s'élèvent à 911 millions 025 mille 875 francs comoriens. Au total, Mohéli a bénéficié de 1 milliard 463 millions 618 mille 542 francs comoriens dans le cadre du projet post-Kenneth.

« Ce ne sont pas de simples chiffres, mais des vies protégées, des familles sécurisées et une île mieux armée face aux risques futurs », a insisté le représentant du ministre, saluant le travail de l'Unité de gestion du projet (UGP), et en particulier l'engagement de sa coordinatrice, Mme Kamaria Hamada, ainsi que des ingénieurs, techniciens et acteurs locaux. S'inscrivant dans la vision présidentielle de faire des Comores un pays émergent d'ici 2030, le projet post-Kenneth repose sur la prévention, l'inclusion et la concertation locale. En remettant ces clés, le gouvernement envoie un message clair : la résilience n'est pas une option, mais un choix politique et une responsabilité collective. Les bénéficiaires n'ont pas manqué de témoigner, leur joie et reconnaissance envers les autorités nationales et insulaires.

Riwad

CHAMBRES DE COMMERCE COMORIENNE ET MOZAMBICAINE :

## Les deux institutions scelleront un accord

La Chambre de commerce des Comores s'est rendue au Mozambique pour une séance de travail avec la Chambre de Commerce de ce pays voisin. Les deux parties comptent signer une convention de coopération entre les deux institutions mais aussi une présence d'investisseurs mozambicains au Forum Économique des Îles de l'océan Indien à Moroni du 26 au 29 avril 2026.

L'économie des îles de l'océan Indien s'apprête à vivre un rapprochement stratégique. L'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat des Comores (UCCIA) et la chambre de commerce du Mozambique signeront en début d'année un protocole d'accord visant à renforcer leur coopération économique et commerciale. Cette annonce ouvre une nouvelle page

de partenariat entre les deux rives du canal du Mozambique, fondée sur une volonté commune de développer les échanges, les investissements et les synergies sectorielles. Hamidou Mhoma, élu de l'UCCIA a montré qu'ils ont eu une très belle séance de travail avec la Vice-Présidente de la Chambre de Commerce du Mozambique Madame Yolanda Fernandes. « Nous sommes au Mozambique et

nous avons rencontré la chambre de commerce du pays pour créer un partenariat entre nos deux institutions, approfondir les opportunités commerciales pour nos opérateurs. Nous avons prévu de signer un MOU l'année prochaine et j'ai profité pour les inviter au forum économique des îles de l'océan indien », a annoncé M. Mhoma.

La première matérialisation tangible de ce rapprochement est déjà programmée. Une délégation d'investisseurs mozambicains sera officiellement présente au prestigieux Forum Économique des Îles de l'océan Indien, qui se tiendra à Moroni du 26 au 29 avril 2026. Les invitations officielles ont déjà été remises, signe de la priorité accordée à ce partenariat. Ce forum, plateforme incontournable de la région, offrira un cadre idéal pour des rencontres B2B, la découverte de projets comoriens et l'exploration de secteurs porteurs comme l'agro-industrie, le tourisme, les énergies renouvelables et la pêche.

Cependant, cet élan optimiste se heurte à un défi logistique de taille, régulièrement pointé du doigt par les milieux d'affaires : la faiblesse

des liaisons de transport directes entre les deux pays. L'absence de vols réguliers et de liaisons maritimes fréquentes et adaptées au fret constitue un frein majeur au développement des échanges. « Pour le moment il n'y a pas grandes choses entre les deux pays en matière d'activités commerciale et pourtant le Mozambique recèle d'opportunités. Mais le problème du transport constitue un obstacle important car pour aller au Mozambique, j'ai dû passer à Addis puis faire 06h de vol pour Maputo. C'est un obstacle majeur. Tant que le transport ne se développe pas on ne peut pas développer le commerce entre les deux pays », a-t-il précisé. La question figurera en bonne place à l'agenda des discussions du MoU et du Forum. « La signature de l'accord est une étape cruciale, mais elle doit s'accompagner d'une réflexion sur la connectivité. Il est essentiel d'impliquer les compagnies aériennes et maritimes pour trouver des solutions innovantes, peut-être dans le cadre d'une coopération régionale élargie », a-t-il analysé.

NAY



**Pharmacie de garde**  
Pharmacie des Comores: 773 22 73

## PÉDIATRIE DE HOMBO :

## Des conditions de prise en charge éprouvantes en pleine épidémie de bronchiolite

Chaque jour, le service de pédiatrie reçoit un nombre inhabituellement élevé d'enfants malades. La gravité de certains cas, nécessitant une surveillance continue et des soins spécifiques, accentue la pression sur le personnel médical et paramédical. Faute d'espace et de moyens suffisants, la prise en charge devient de plus en plus complexe, mettant à rude épreuve les équipes soignantes et les familles. Les témoignages des

parents traduisent l'ampleur des difficultés. Une mère d'un enfant hospitalisé décrit une situation alarmante. Elle déplore le manque de lits, de moustiquaires, ou encore d'espace adéquat pouvant installer les enfants. Elle évoque également des plafonds endommagés, un manque criant d'aération, une chaleur étouffante et la prolifération de moustiques. "Je suis venue soigner mon enfant, mais ici, il risque d'attraper d'autres maladies comme le

paludisme ou la grippe », confie-t-elle avec inquiétude.

Le Dr Siradji Ahmed, médecin-chef du service de pédiatrie, confirme la situation critique. Selon lui, l'épidémie de bronchiolite a considérablement réduit la capacité d'accueil du service. « Comme vous pouvez le constater, il n'y a pas assez de lits. Nous sommes parfois contraints de faire dormir deux à trois enfants dans le même lit », explique-t-il. Il souligne également

l'absence de moustiquaires dans la grande salle, exposant les enfants aux piqûres de moustiques et à une chaleur difficilement supportable.

Sur le plan médical, Dr Siradji Ahmed rappelle que la bronchiolite peut parfois être confondue avec l'asthme, en raison de symptômes similaires tels que la toux persistante, la gêne respiratoire et les difficultés à respirer. La prise en charge repose principalement sur la kinésithérapie respiratoire, complétée par

des séances de nébulisation afin d'améliorer la respiration de l'enfant. Le médecin-chef lance un appel pressant aux autorités compétentes afin qu'elles intensifient leurs efforts, augmentent les ressources allouées et dotent le service du matériel indispensable pour garantir des soins dignes et sécurisés aux enfants.

Younes

## PROJET PAAMG

## Un pas décisif vers l'Assurance maladie généralisée

Le Comité de pilotage conjoint s'est réuni ce mercredi 17 décembre à Itsandra pour dresser le bilan du Projet d'Appui à l'Assurance Maladie Généralisée (PAAMG). Avec un financement de 16 millions d'euros de l'AFD et une contribution étatique de 375 millions KMF pour 2025, le projet entre dans une phase cruciale.

Mercredi 17 décembre dernier, les acteurs majeurs de la santé aux Comores se sont réunis à Itsandra pour faire le point sur les progrès du PAAMG. Ce projet ambitieux, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 16 millions d'euros, vise à garantir un accès équitable aux soins pour tous les Comoriens, en particulier les plus vulnérables. L'Assurance maladie généralisée (AMG) n'est plus un simple concept, mais une

réalité en marche. À ce jour, la phase pilote couvre sept districts sanitaires répartis sur les trois îles (Mwali, Ndzouani et Ngazidja), bénéficiant à plus de 323 000 personnes. Les chiffres sont prometteurs : 53,11% des ménages pré-affiliés ont déjà adhéré au système, représentant environ 92 715 bénéficiaires directs.

L'objectif affiché par les autorités est clair : atteindre une couverture universelle d'ici 2030.

Lors de son allocution, l'ambassadeur de France en Union des Comores, Etienne Chapon, a souligné la portée historique de cette initiative : « C'est une transformation majeure pour le système de santé comorien en 2025. Ce projet prioritaire est un exemple fort fondé sur la confiance mutuelle entre nos deux pays. Ensemble, nous devons poursuivre nos efforts pour aboutir à une protection durable et réelle pour chaque famille comorienne ».



Pour soutenir cette dynamique, l'État comorien a mobilisé une quote-part de 375 millions de francs comoriens pour l'année 2025, complétant les investissements massifs des partenaires internationaux. Le déploiement de l'AMG s'appuie sur une infrastructure solide. On compte désormais 68 structures conventionnées à travers l'archipel : 46

structures sanitaires publiques, 12 pharmacies, 10 laboratoires et centres d'imagerie. La gestion du système repose sur des piliers stratégiques tels que l'affiliation des membres, le système d'information, la convention d'achat de soins et la gestion financière et comptable.

Le ministre de la Santé et de la Protection Sociale, Ahamada Sidi

Nahouda, a identifié trois conditions essentielles pour la pérennité du projet : la cohérence de l'alignement, la rigueur dans la mise en œuvre et l'appropriation nationale. De son côté, le directeur de l'AFD, Thierry Liabastre, a lancé un appel à la mobilisation citoyenne : « L'adhésion reste l'élément clé. Sans elle, le projet sera vain. Il faut un effort collectif pour encourager les citoyens à adhérer, car c'est seulement ainsi que nous ferons de ce projet une réalité durable ». En parallèle, le projet ODS (Offre de Soins) continue de renforcer la qualité des soins hospitaliers, la formation des ressources humaines et la gouvernance globale du système de santé, assurant ainsi que l'assurance maladie repose sur des services de santé performants.

El-Aniou Fatima (Stagiaire)

## MERITCOM 2025 :

## Mvukisho Ye Masiwa honorée

Mvukisho Ye Masiwa (MYM) figure parmi les quinze lauréats distingués lors de l'édition 2025 de MeritCom. À travers cette reconnaissance, la Fondation Hazi Haki entend saluer l'engagement de cette ONG de la diaspora comorienne, active depuis plusieurs années dans les domaines des droits humains, de la solidarité, de la culture et de l'environnement.

"Nos actions sont avant tout le fruit d'un travail collectif, mené sur le terrain et dans la durée". Ces mots sont de Nouria N'Gazi, présidente de l'association Mvukisho Ye Masiwa honorée mardi 16 décembre par la Fondation Hazi Haki dans le cadre de MeritCom, un événement « qui célèbre l'excellence comorienne ». Créée dans un contexte de mobilisation citoyenne, Mvukisho Ye Masiwa s'est imposée comme un acteur associatif engagé,

aussi bien aux Comores qu'au sein de la diaspora. L'association mène des actions en faveur des populations vulnérables, avec une approche fondée sur la solidarité, la transparence et l'implication collective. Parmi les axes majeurs de son engagement figurent les actions humanitaires menées à la suite de catastrophes naturelles, notamment

lors des cyclones ayant touché l'archipel, ainsi que des initiatives de soutien aux familles et aux étudiants en situation de précarité en Île-de-France.

Mvukisho Ye Masiwa est également très active dans la lutte contre les violences sexuelles et la promotion des droits humains. À travers des conférences, des campagnes de

sensibilisation et des projets de terrain, l'ONG s'efforce de briser les tabous et d'encourager la parole. Cette démarche s'est notamment traduite par le Mwendu wa Dzihiro, une randonnée thérapeutique sur l'ensemble des îles de l'archipel. « Aller à la rencontre des populations, écouter et sensibiliser, c'est une manière de redonner une place à celles et ceux que l'on n'entend pas assez », explique la Présidente de MYM. Sur le plan culturel et environnemental, l'association multiplie les initiatives visant à préserver le patrimoine comorien et à promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement, à l'image des journées culturelles, des participations à des événements internationaux ou encore des opérations de nettoyage des mangroves menées en partenariat avec d'autres organisations.

Pour Nouria N'Gazi, cette distinction MeritCom revêt une portée particulière. « Être parmi les quinze

lauréats est une reconnaissance forte de l'impact de nos actions, menées parfois dans la discrétion mais toujours avec conviction », affirme-t-elle. Une distinction qui « confirme que l'engagement associatif et la mobilisation de la diaspora peuvent contribuer concrètement au développement du pays ». À travers cette reconnaissance Mvukisho Ye Masiwa voit surtout un encouragement à poursuivre son action. « Notre engagement reste le même : défendre les droits humains, lutter contre les violences sexuelles, préserver notre environnement et valoriser notre patrimoine culturel ». Pour rappel, la 3e édition de MeritCom s'est tenue le 16 décembre au Palais du peuple en présence du Chef de l'État et de son gouvernement. Une initiative de la Fondation Hazi Haki qui entend valoriser l'excellence comorienne, « où qu'elle se trouve ».

Mohamed Ali Nasra





## APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° COI/HORIZON/AO/2025/020

### MOBILISATION D'UN EXPERT CHARGE DE L'ETABLISSEMENT D'UNE FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COI EN VUE DE L'OPERATIONNALISATION EFFECTIVE DU PRESAN, LA MOBILISATION DE PARTENARIATS ET DE FINANCEMENT AINSI QUE LA MISE EN PLACE EFFECTIVE DE L'ESPACE DE PRODUCTION ET D'ECHANGES REGIONAL

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale réunissant les Comores, Maurice, Madagascar, La Réunion (France) et les Seychelles. Elle a pour mission de coordonner une action collective diversifiée et inclusive au bénéfice des Etats membres et promouvoir leurs spécificités insulaires et leurs intérêts communs à l'échelle régionale et internationale.

2. Le Secrétariat général de la COI souhaite recruter un expert chargé de l'établissement d'une feuille de route stratégique sur la sécurité alimentaire de la COI en vue de l'opérationnalisation effective du Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN) à court et moyen terme, en identifiant les priorités, la mobilisation de partenariats et de financements ainsi la mise en place effective de l'espace de production et d'échanges régional.

3. La Commission de l'océan Indien invite les consultants individuels à soumettre leur candidature pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir des informations sur leurs capacités et leurs expériences afin de démontrer leur qualification pour exécuter les services :

a. Lettre de soumission avec une présentation du consultant

b. Qualifications et compétences : (i) Être titulaire d'un diplôme de Master II ou diplôme d'ingénieur dans un des domaines suivants : sciences agronomiques (de préférence en agronomie tropicale) ou économie du développement ou mobilisation des fonds ou développement international ou tout autre domaine pertinent

c. Expériences professionnelles générales : (i) Au moins 15 ans d'expérience et excellente connaissance des problématiques économiques, agricoles et sociales de la région COI ; (ii) Justifier d'au moins 8 années d'expérience dans l'appui à la mobilisation de ressources, la mise en place de stratégies régionales, l'identification de bailleurs, la négociation de financements et mise en place de partenariats institutionnels ou financiers, idéalement dans un contexte régional, intergouvernemental ou de coopération Sud-Sud; (iii) Disposer d'au moins 5 années d'expérience dans le pilotage ou l'encadrement de missions impliquant des partenaires techniques et financiers ou des structures publiques régionales

d. Expériences professionnelles spécifiques : (i) Avoir conduit au moins trois missions similaires, comprenant a) le développement de stratégies de financement ou de partenariats et b) l'accompagnement de structures publiques ou intergouvernementales dans la mise en place de stratégies régionales, l'identification de bailleurs, la négociation de financements et mise en place de partenariats institutionnels ou financiers ; (ii) Fournir trois références de missions similaires avec mention des résultats obtenus ; (iii) Expérience confirmée d'au moins 10 ans dans le développement des stratégies et plans d'actions idéalement dans le cadre d'organisations publiques ou intergouvernementales ; (v) Avoir une bonne connaissance du contexte régional de l'océan Indien, ou a minima des dynamiques de coopération régionale et des mécanismes de financement liés à cette zone ; (vi) Disposer de solides capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction, avec un sens stratégique avéré (vii) Maîtriser parfaitement le français et avoir une

bonne connaissance de l'anglais ; (viii) Faire preuve de discrétion, de professionnalisme, et adopter une approche méthodologique rigoureuse adaptée à la sensibilité de la mission Une liste restreinte de candidats sera retenue après analyse des manifestations d'intérêts auprès duquel un appel d'offre sera lancé pour avoir des offres complètes qui déterminera l'adjudicataire de ce marché.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée cidessous pendant les heures de bureau suivantes : de 8h30 à 16h30.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être soumises dans une enveloppe scellée à l'adresse mentionnée cidessous ou envoyées aux adresses électroniques suivantes au plus tard le **09 janvier 2026 à 16h00 (heure de Maurice) avec la mention « Mobilisation d'un expert chargé de l'établissement d'une feuille de route stratégique sur la sécurité alimentaire de la COI en vue de l'opérationnalisation effective du PRESAN, la mobilisation de partenariats et de financements ainsi la mise en place effective de l'espace de production et d'échanges régional - COI/HORIZON/AO/2025/020 »**

Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien  
Blue Tower, 3ème étage, Institute Road, Ebène, Maurice  
Tel : (230) 402 6100

Email : [smc@coi-ioc.org](mailto:smc@coi-ioc.org) ; [marc.maminiaina@coi-ioc.org](mailto:marc.maminiaina@coi-ioc.org)

Ile Maurice, le 18 décembre 2025



## APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° COI/HORIZON/AO/2025/021

### RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR ASSURER DES FORMATIONS EN LOGICIELS INFORMATIQUES

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale réunissant les Comores, Maurice, Madagascar, La Réunion (France) et les Seychelles. Elle a pour mission de coordonner une action collective diversifiée et inclusive au bénéfice des Etats membres et promouvoir leurs spécificités insulaires et leurs intérêts communs à l'échelle régionale et internationale.

2. Le Secrétariat général de la COI souhaite recruter une firme chargée (i) de renforcer les capacités institutionnelles de la Commission de l'océan Indien en améliorant durablement les compétences numériques et bureautiques de son personnel, afin de favoriser un environnement de travail plus collaboratif, plus efficace et orienté vers l'innovation et (ii) de mettre à disposition de la Commission de l'océan Indien un dispositif structuré de formations informatiques et numériques, exécuté sous forme de contrat-cadre à paiement forfaitaire, permettant de répondre de manière flexible et progressive aux besoins ponctuels de renforcement des compétences du personnel.

3. La Commission de l'océan Indien invite les firmes à soumettre leur candidature pour les services décrits cidessus. Les firmes intéressées doivent fournir des informations sur leurs capacités et leurs expériences afin de démontrer leur qualification pour exécuter les services :

a. Lettre de soumission avec une présentation de la

firme

b. Document intitulé « Organisation et méthodologie » : démontrant de manière claire comment l'équipe d'expert proposée, prise dans son ensemble, répond aux exigences minimales et permettra d'atteindre les résultats attendus du marché

c. Liste des experts avec (i) les Curricula Vitae détaillés des experts pressentis, mettant en évidence les qualifications, certifications et expériences professionnelles pertinentes au regard des thématiques de formation ; (ii) toutes les pièces justificatives utiles attestant des certifications et compétences annoncées

d. Exigences minimales pour les experts : (i) **Qualifications et certifications** (les experts devront être dûment qualifiés dans les domaines de formation concernés et disposer de certifications professionnelles reconnues, en lien avec les thématiques enseignées (notamment certifications éditeurs pour les outils bureautiques, collaboratifs, analytiques ou numériques, et/ou certifications professionnelles équivalentes dans les domaines de l'analyse de données et de l'intelligence artificielle) ; (ii) **Expériences professionnelles spécifiques** (les experts devront justifier d'une expérience professionnelle minimale de trois (3) années dans la conception et l'animation de formations correspondant au domaine spécifique de formation concerné (bureautique, outils collaboratifs, analyse et visualisation de données, outils collaboratifs, analyse et visualisation de données, intelligence artificielle appliquée, etc.) ; (iii) **Compétences pédagogiques** et linguistiques (les experts devront démontrer une capacité avérée à ani-

mer des formations pour adultes en contexte institutionnel et être en mesure de dispenser les formations en langue française).

Une liste restreinte de candidats sera retenue après analyse des manifestations d'intérêts auprès duquel un appel d'offre sera lancé pour avoir des offres complètes qui déterminera l'adjudicataire de ce marché.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée cidessous pendant les heures de bureau suivantes : de 8h30 à 16h30.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être soumises dans une enveloppe scellée à l'adresse mentionnée ci-dessous ou envoyées aux adresses électroniques suivantes au plus tard le **30 janvier 2026 à 16h00 (heure de Maurice) avec la mention « Recrutement d'une firme pour assurer des formations en logiciels informatiques - COI/HORIZON/AO/2025/021 »**

Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien  
Blue Tower, 3ème étage, Institute Road, Ebène, Maurice

Tel : (230) 402 6100

Email : [smc@coi-ioc.org](mailto:smc@coi-ioc.org) ; [rh@coi-ioc.org](mailto:rh@coi-ioc.org)

Ile Maurice, le 19 décembre 2025

## JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE :

# Nos jeunes basketteurs reçus 3/3 en matchs de groupe

*La politique de développement du basket comorien est-elle en train d'apporter ses fruits. Nul ne saurait être décisif dans sa réponse tant le défi reste encore immense, mais en prendre le chemin tout le monde est d'accord. Depuis deux ans, le président Ahamada Djinti a entrepris une politique de nivellement par le bas en mettant un peu plus de moyens au basket des jeunes, et surtout en leurs ouvrant l'opportunité de découvrir le monde en participant à différentes compétitions. Du five au basket à 3, la FCBB ne se donne aucune limite.*

**A** Luanda, capitale de l'Angola pour les jeux africains de la jeunesse, nos jeunes basketteurs ont passé le premier tour sans trop de difficulté. En trois matchs, les verts se sont imposés en trois reprises contre des équipes pourtant favorites sur le papier. « Après un parcours remarquable sans faute, 3 matchs, 3 victoires, nos jeunes joueurs poursuivent l'aventure et affronteront l'équipe de la Guinée équatoriale en quarts de finale » indique la Fédération

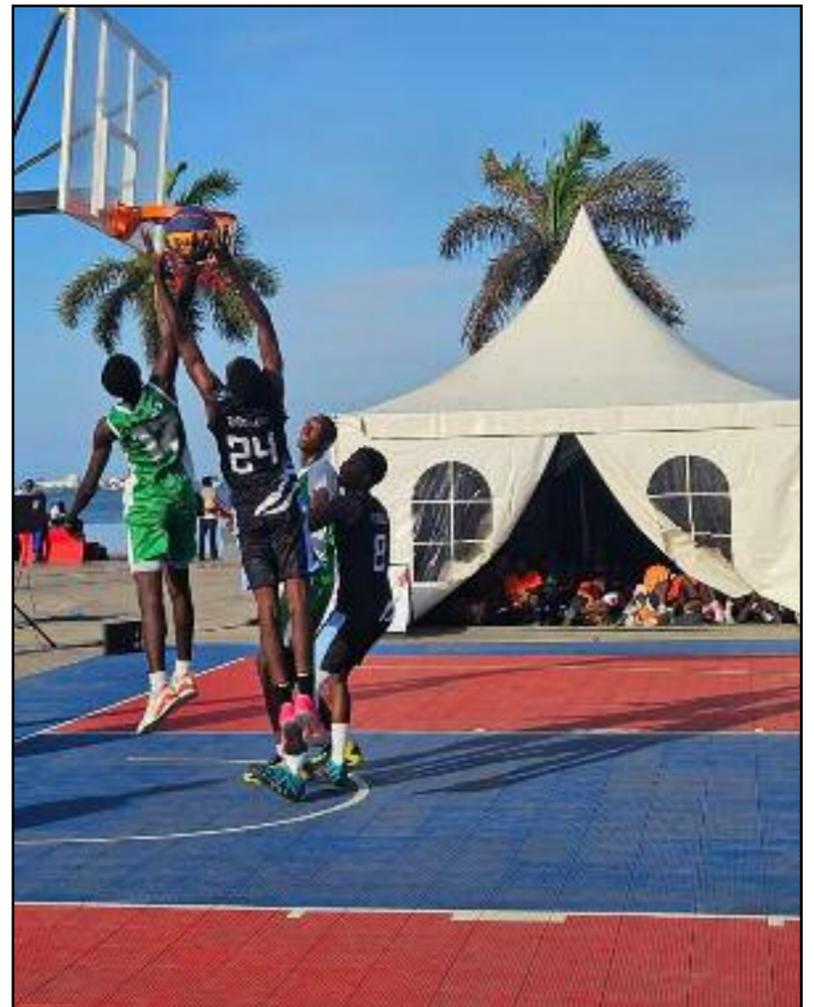
Comorienne de Basket-Ball. Opposé à l'équipe tunisienne de 3x3, le team Comores s'est imposé (8-6) par deux paniers d'écart selon le système de pointage de cette discipline. Après les nord-africains, les jeunes comoriens ont fait forte impression en s'imposant de nouveau contre le Benin (11-10) malgré une forte opposition.

Cette victoire n'était la dernière de la journée, et quand bien même elle le fut, elle aurait permis à l'équipe des Comores d'effectuer un tournoi réussi. Poursuivant sur cette lancée, nos basketteurs ont affronté pour leur dernier match de groupe des redoutables Botswanais. Confortés après leurs deux premières victoires nos jeunes talents ont vite plié la rencontre en l'emportant par 6 paniers. « L'équipe nationale masculine 3x3 U16 a gagné également son 3eme match de la journée

en dominant Botswana sur le score de 13 à 7 et se qualifie en quart de finale en tant que 1er du Poule B », et terminent 1er du groupe B. Elogieuse de son équipe, la FCBB a salué l'engagement des jeunes. « Détermination, engagement et esprit d'équipe guideront nos représentants pour porter haut les couleurs des Comores dans cette phase décisive de la compétition. »

Même son de cloche du côté du Comité Olympique comorien, qui salue la performance de l'équipe en titrant sur l'une des publications. « Les Comores assurent. » En quart de finale contre la Guinée Equatoriale, quel que soit le résultat, l'équipe comorienne aura fait un tournoi réussi et peut être fier de son parcours.

Imtiyaz



La Gazette des Comores  
Le devoir d'informer, la liberté d'écrire



## UNION DES COMORES Unité – Solidarité - Développement

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)

Date 19 décembre 2025

Avis de publication d'appel d'offres : 2025/001/AOO/ STATCAP-KM//Eq-Inf

1. Le gouvernement de l'Union des Comores à travers le Ministère des Finances, du Budget et du secteur Bancaire a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le **Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)**, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché « **d'Acquisition et installation des équipements informatiques (tablettes, protection de tablette, power Bank et Ordinateurs)** ».

2. L'Unité de gestion du projet STATCAP-KM sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour **fournir et installer 35 Ordinateurs portables, 1 200 tablettes, 1 200 Power Bank et 1 200 protections tablettes, au bureau de l'UGP/STATCAP-KM dans un délai de soixante (60) jours.**

3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès du projet de l'UGP du projet SATATCAP-KM (dont l'adresse figure ci-après) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 08h00 à 17h00 à l'adresse mentionnée ci-dessous.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous.

5. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante **bureau de l'UGP/ STATCAP-KM, Moroni, bâtiment de l'Institut Nationale des Statistiques des**

**Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) en face de l'Ambassade de France au plus tard le 19 janvier 2026 à 15 heures 59.**

6. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessus, **le 19 décembre 2025 à 16 heures 10min.**

7. Toutes les offres doivent comprendre une Déclaration de Garantie de l'Offre.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :  
À l'attention du Coordinateur du projet STATCAP-KM  
Adresse : Moroni- Bureau de l'UGP du projet STATCAP, bâtiment de l'INSEED en face de l'Ambassade de France.  
Tél : 00 269 365 53 04  
Adresse e-mail : recrutement.statcap@gmail.com, cc mialmahayati90@gmail.com



## APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° COI/HORIZON/AO/2025/022

### RECRUTEMENT D'UNE F IRME POUR ASSURER DES FORMATIONS T RANSVERSALES

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale réunissant les Comores, Maurice, Madagascar, La Réunion (France) et les Seychelles. Elle a pour mission de coordonner une action collective diversifiée et inclusive au bénéfice des Etats membres et promouvoir leurs spécificités insulaires et leurs intérêts communs à l'échelle régionale et internationale.

2. Le Secrétariat général de la COI souhaite recruter une firme chargée (i) de renforcer les compétences transversales du personnel de la Commission de l'océan Indien afin de promouvoir un environnement de travail collaboratif, efficace, responsable et orienté vers la performance et (ii) de mettre à disposition de la Commission de l'océan Indien un dispositif structuré de formations en compétences transversales, permettant de répondre de manière progressive et adaptée aux besoins du personnel, dans le cadre d'un contrat de services à prix global (paiement forfaitaire).

3. La Commission de l'océan Indien invite les firmes à soumettre leur candidature pour les services décrits cidessous. Les firmes intéressées doivent fournir des informations sur leurs capacités et leurs expériences afin de démontrer leur qualification pour exécuter les services :

- Lettre de soumission avec une présentation de la firme
- Document intitulé « Organisation et méthodolo-

gie » : démontrant de manière claire comment l'équipe d'expert proposée, prise dans son ensemble, répond aux exigences minimales et permettra d'atteindre les résultats attendus du marché

c. Liste des experts avec (i) les Curricula Vitae détaillés des experts pressentis, mettant en évidence les qualifications, certifications et expériences professionnelles pertinentes au regard des thématiques de

formation développés dans les termes de référence ; (ii) toutes les pièces justificatives utiles attestant des certifications et compétences annoncées.

d. Exigences minimales pour les experts : (i) Qualifications et certifications (les experts devront disposer de qualifications académiques pertinentes dans les domaines couverts par les formations proposées et de certifications professionnelles reconnues, en lien avec les thématiques enseignées et/ou la pédagogie des adultes) ;

(ii) Expériences professionnelles spécifiques (les experts devront justifier d'une expérience professionnelle minimale de trois (3) années dans la conception et l'animation de formations correspondant au domaine spécifique de compétences transversales concerné (communication, management, leadership, gestion du stress, éthique, accompagnement du changement, santé et sécurité, etc.) ; (iii) Compétences pédagogiques et linguistiques (les experts devront démontrer une capacité avérée à concevoir et animer des formations pour adultes, en contexte institutionnel ou organisationnel, et être en

mesure de dispenser les formations en langue française).

Une liste restreinte de candidats sera retenue après analyse des manifestations d'intérêts auprès duquel un appel d'offre sera lancé pour avoir des offres complètes qui déterminera l'adjudicataire de ce marché.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée cidessous pendant les heures de bureau suivantes : de 8h30 à 16h30.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être soumises dans une enveloppe scellée à l'adresse mentionnée ci-dessous ou envoyées aux adresses électroniques suivantes au plus tard **le 30 janvier 2026 à 16h00 (heure de Maurice) avec la mention « Recrutement d'une firme pour assurer des formations transversales - COI/HORIZON/AO/2025/022 »**

**Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien Blue Tower, 3ème étage, Institute Road, Ébène, Maurice**  
Tel : (230) 402 6100  
Email : [smc@coi-ioc.org](mailto:smc@coi-ioc.org) ; [rh@coi-ioc.org](mailto:rh@coi-ioc.org)

Ile Maurice, le 19 décembre 2025



## APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° COI/HORIZON/AO/2025/023

### RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR L'ORGANISATION ET D'ANIMATION D'ACTIVITES DE TEAM BUILDING

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale réunissant les Comores, Maurice, Madagascar, La Réunion (France) et les Seychelles. Elle a pour mission de coordonner une action collective diversifiée et inclusive au bénéfice des Etats membres et promouvoir leurs spécificités insulaires et leurs intérêts communs à l'échelle régionale et internationale.

2. Le Secrétariat général de la COI souhaite recruter une firme chargée (i) de renforcer les capacités institutionnelles de la Commission de l'océan Indien en améliorant durablement les compétences numériques et bureautiques de son personnel, afin de favoriser un environnement de travail plus collaboratif, plus efficace et orienté vers l'innovation et (ii) de mettre à disposition de la Commission de l'océan Indien un dispositif structuré de formations informatiques et numériques, exécuté sous forme de contrat-cadre à paiement forfaitaire, permettant de répondre de manière flexible et progressive aux besoins ponctuels de renforcement des compétences du personnel.

3. La Commission de l'océan Indien invite les firmes à soumettre leur candidature pour les services décrits cidessous. Les firmes intéressées doivent fournir des informations sur leurs capacités et

leurs expériences afin de démontrer leur qualification pour exécuter les services :

a. Lettre de soumission avec une présentation de la firme

b. Document intitulé « Organisation et méthodologie » : démontrant comment le marché respectera les exigences pour fournir le(s) produit(s) attendu(s)

c. Liste des experts (i) avec les Curricula Vitae détaillés des experts pressentis, mettant en évidence les qualifications, certifications et expériences pertinentes ; et (ii) que tous les experts doivent être indépendants et n'avoir aucun conflit d'intérêts dans les responsabilités qui lui incombent

d. Exigences minimales pour les experts : (i) Qualifications et certifications (les experts devront disposer de qualifications pertinentes et d'une expertise avérée en matière de team building, d'animation de groupes et de facilitation participative, dans des contextes organisationnels et institutionnels) ; (ii) Expériences professionnelles spécifiques (les experts devront justifier d'une expérience professionnelle minimale de trois (3) années dans la conception et l'animation d'activités de team building ou d'actions similaires de renforcement de la cohésion d'équipe) ; (iii) Compétences pédagogiques et linguistiques (les experts devront démontrer une capacité avérée à animer des

groupes de tailles variables et être en mesure de conduire les activités en langue française).

Une liste restreinte de candidats sera retenue après analyse des manifestations d'intérêts auprès duquel un appel d'offre sera lancé pour avoir des offres complètes qui déterminera l'adjudicataire de ce marché.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée cidessous pendant les heures de bureau suivantes : de 8h30 à 16h30.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être soumises dans une enveloppe scellée à l'adresse mentionnée ci-dessous ou envoyées aux adresses électroniques suivantes au plus tard le 30 janvier 2026 à 16h00 (heure de Maurice) avec la mention « Recrutement d'une firme pour l'organisation et l'animation d'activités de Team Building - COI/HORIZON/AO/2025/023 »

**Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien Blue Tower, 3ème étage, Institute Road, Ébène, Maurice**  
Tel : (230) 402 6100  
Email : [smc@coi-ioc.org](mailto:smc@coi-ioc.org) ; [rh@coi-ioc.org](mailto:rh@coi-ioc.org)

Ile Maurice, le 19 décembre 2025